



# Une introduction aux aspects légaux et contractuels dans le MDP

Glenn S. Hodes  
Energy Economist, UNEP Risø  
[glenn.hodes@risoe.dk](mailto:glenn.hodes@risoe.dk)



## Sommaire

Basé sur guides précédents et concernant:

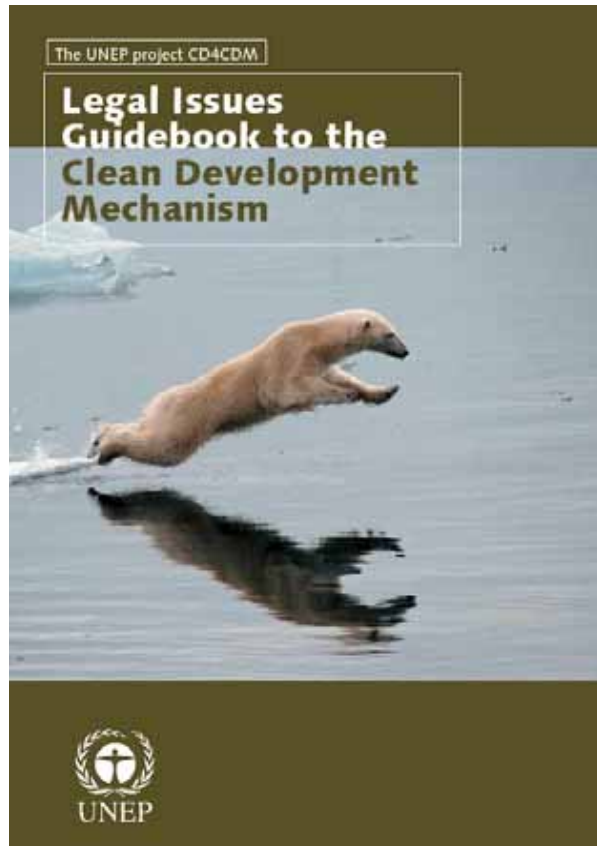
Exigences légales de projets MDP

Interactions entre les lois nationales et internationales

Identification et gestion des risques spécifiques aux projets MDP

Approches structurantes et concluantes des contrats visées à la création et au transfert des URCEs

Conception des contrats et de négociations



# Questions principales légales pour les porteurs de projets

## Au niveau international:

- Complexité des règles émergentes

## Au niveau national:

- Expertise limitée des pays hôtes et ses ANDs qui sont ressource pauvres
- Intégration de l'approbation MDP et des lois/permis

## Au niveau du projet:

- Agréments efficaces pour attirer des moyens financiers (p.e. s'adresser aux doutes d'investisseurs concernant les risques)
- Agréments efficaces concernant la création et transfert des URCEs (p.e. droits de propriété) et l'allocation des frais de transaction

## Les exigences légales essentielles

- Projet réussit à la réduction ou séquestration des émissions de GES
- Projet correspond aux exigences nationales de l'AIE et les permis nécessaires sont complets
- Le Protocole de Kyoto a été ratifié par le pays hôte
- Lettre d'approbation formelle, y compris l'autorisation de la participation volontaire des parties prenantes
- DDP validé avec une méthodologie du niveau de référence + enregistrement par le CE
- Plan de surveillance suivi par des rapports de vérification de l'EOD
- Project se tient à d'autres lois nationales comme le droit fiscal, de propriété, des dérivés financiers, d'investissements directes et propriété étrangers
- Droits, responsabilités et allocation des risques documentés vis-à-vis du bénéfice créé



# Structures des projets

Tous projets MDP comportent plusieurs risques pour les participants et les investisseurs. La structure dépend: de la nature du projet, du nombre des participants et de la rôle qui jouent les URCEs dans le contexte financier du projet.

Des structures potentiels :

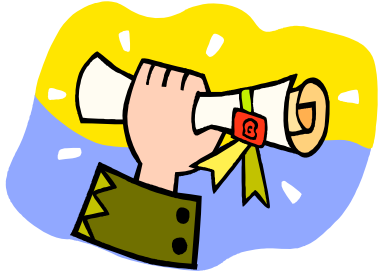
- Vente directe d'un projet MDP incité du pays hôte
- Mise à disposition de financement de dettes en échange d'un paiement partiel en URCEs
- Investissements en échange de revenus d'URCEs
- Financement de projet sans droit de recours
- Echange de la technologie contre des URCEs
- "Lier" les URCEs à d'autres produits par des arrangements "offtake". Aussitôt qu'une structure approprié est choisi, les risques doivent être considérés et assignés.

## Contrats MDP

- Structures fortement influencés par les acheteurs majeurs, mais quand même une variété d'approches (appel d'offres compétitif, déroulement à travers d'un courtier indépendant, négociations contractuelles individuelles)
- Peuvent assigner des URCEs de plusieurs manières différentes (p.e. achat/vente à base des données de marché de l'instant (spot), transactions fermes en avance et options)
- Possibilité d'approches contractuelles alternatives (regardez guide)
  - vente directe d'URCEs si l'acheteur ne participe pas dans le projet MDP concret
  - l'acheteur tient un intérêt financier et les URCEs font seulement partie des arrangements contractuelles

# Documentation légale principale





# 1. Lettre de soutien

- Entre le porteur (ou acheteur) et le pays hôte
- Expression de la volonté/soutien du pays hôte
- Preuve que le pays hôte a été informé et soutient le projet
- Pas de confirmation obligatoire parvenant à un droit d'approbation future



## 2. Lettre d'approbation

- Entre le pays hôte et le porteur du projet
- Mais aussi: entre le pays hôte et le pays Annexe I
- Devrait être inconditionnelle
  - pas entièrement clair si l'approbation peut être annulée et sous quelles conditions

### **3. Déclaration d'intentions**

- Entre vendeur et acheteur
- Document légal tôt (Lettre de Mandat)
- Assure exclusivité – droit mais pas d'obligation
- Remboursement si le porteur décide unilatéralement de brocher négociations
- Aide au sponsor du projet à obtenir financement

## 4. Contrat d'achat de réduction d'émissions

### Allocation des risques, droits et responsabilités



#### Définit le produit

Suivi

Vérification

Certification



#### Livraison

Mise en oeuvre de projet

Emploi du protocole de surveillance

Faciliter la vérification



#### Prix + conditions de paiement

Comment calculer

Timing

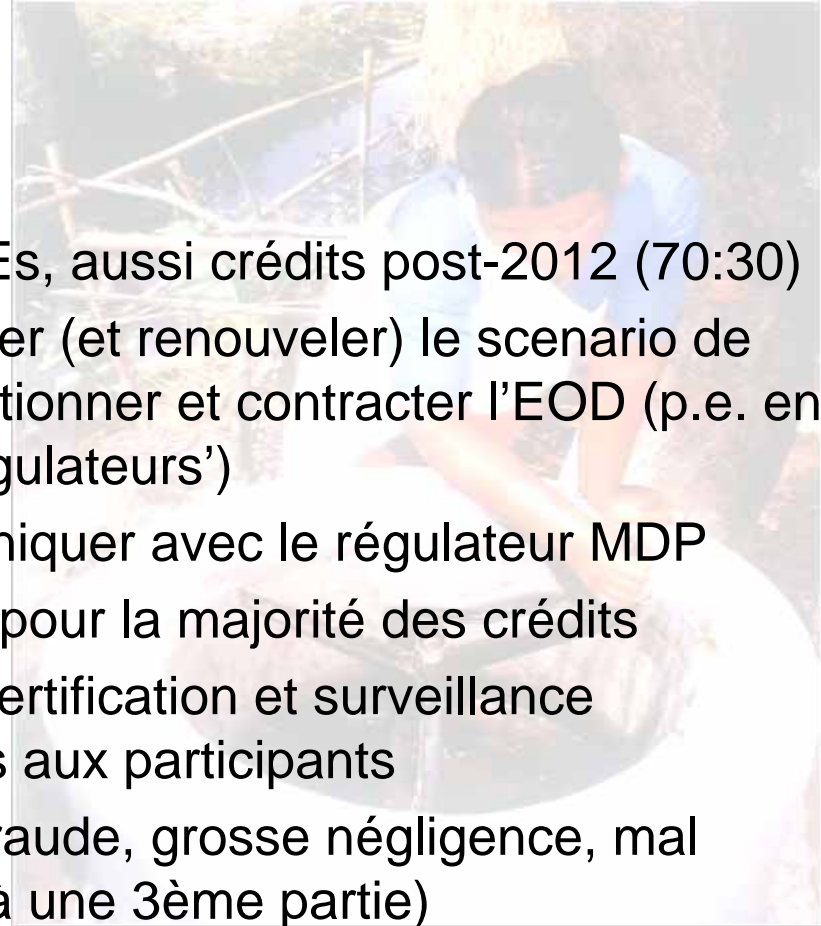
Déduction de coûts

# UREs (VER) vs. URCEs (CER)

- **considérer la vente d'URCEs si vous:**
  - comprenez complètement les méthodologies du scenario de référence et le processus d'enregistrement des URCEs
  - êtes prêt à assumer le risque de livraison
  - estimez la valeur du risque en échange contre un meilleur prix
  - ne devez pas emprunter contre ER cash flows
- **considérer la vente de UREs si vous:**
  - n'êtes pas prêt à assumer le risque de conversion URE→URCE
  - ne pouvez ni voulez pas garantir livraison
  - devez financier des frais de préparation
  - devez emprunter contre ER cash flows

## En cas de CDCF

- Achat des URCEs et aussi des UREs, aussi crédits post-2012 (70:30)
- Prend responsabilité pour développer (et renouveler) le scenario de référence, créer plan de suivi, sélectionner et contracter l'EOD (p.e. en assumant la plupart des risques 'régulateurs')
- Réserve le droit exclusif de communiquer avec le régulateur MDP
- Conclue des contrats aux prix fixés pour la majorité des crédits
- Coûts de préparation, vérification, certification et surveillance (*plafonné*) sont déduit de paiements aux participants
- Pénalisation seulement en cas de fraude, grosse négligence, mal comportement délibéré (p.e. vente à une 3ème partie)



# Merci...

